

SAUVONS LES FRONTIÈRES...

La révolution est refoulée; la France est en danger!

On aurait raison et droit de le croire si *l'Opinion nationale*, avait, comme on le dit et comme il le semble parfois, remplacé le *Constitutionnel*.

M. Guérault, dans un article, qui paraît être un manifeste et intitulé: «*Les conditions d'une paix durable*», fait à lui seul la besogne de tout un congrès, rédige tout un programme et remanie la carte à sa guise.

Après avoir soutenu l'alliance prusso-italienne, et cherché à dissiper les justes craintes de ses concitoyens, émus de l'insolence et des prétentions prussiennes, en prétendant que l'agrandissement de la Prusse ne changerait rien à l'équilibre européen; après avoir demandé la destruction des traités de 1815 qui établissaient cet équilibre en garantissant la liberté des peuples, M. Guérault, aujourd'hui, avoue que l'équilibre est dérangé et demande de nouvelles délimitations territoriales qui justifieraient ces traités tant calomniés.

Mais ce que dit M. Guérault est-il plus sincère aujourd'hui que ce qu'il disait hier? Qui peut nous le faire croire?

Comme il a trompé le sentiment libéral d'équilibre, de sécurité et d'ordre de la bourgeoisie française en affirmant que la France n'avait rien à redouter de l'extension de la puissance prussienne, il la trompe maintenant en flattant des préjugés chauvins, unitaires et annexionnistes; en lui parlant d'exiger des compensations territoriales de la Prusse conquérante. Il y a là une trahison.

Nous croyons, dit M. Guérault, que la Prusse fera bien de tenir grand compte de l'espèce de malaise que fait naître en France, dans l'armée et dans certaines parties de la population, l'idée que la France ne recevrait pas d'accroissement en compensation des vastes agrandissements de la Prusse. Est-ce le Palatinat? est-ce le Luxembourg? est-ce une simple rectification de frontières qui nous rendrait les places fortes qui couvrent l'entrée de nos vallées? Tant que la Prusse reste au nord du Mein, une solution de ce genre peut suffire; si elle absorbait toute l'Allemagne, il est clair qu'on penserait ici aux provinces rhénanes et à la Belgique. Ce ne serait pas une convoitise arbitraire; la force des choses, les besoins de l'équilibre et de la sécurité nationale en feraient une loi. Et qu'on ne nous parle pas des traités. Ou sont-ils, les traités? et qui les observe, hors la France? Et si par hasard elle se lassait de les observer toute seule, qui pourrait y trouver à redire?

Est-ce assez d'effronterie? qu'on ne parle pas des traités à M. Guérault! qui les observe?... Mais qui donc a parlé de les déchirer? Qui donc en a exalté la non-observation? qui donc en a présenté la violation comme un trait digne d'éloges, si ce n'est le rédacteur en chef de *l'Opinion nationale*. Et c'est après s'être applaudi de ce que la Prusse les violait qu'il invite la France à se lasser de les respecter seule. Qui donc M. Guérault veut-il tromper?

S'il s'était arrêté court, nous n'aurions pu le dire. Mais il ajoute des considérations sur la Pologne qui nous le font deviner.

Il conseille à la Prusse: «*d'échapper au redoutable voisinage de la Russie en refaisant une Pologne, d'abandonner la Galicie et tout ce qui, dans la Posnanie, n'est pas complètement germanique, d'arracher à la Russie les provinces polonaises qu'elle détient afin de reconstituer une Pologne forte et de l'interposer entre ses frontières et cet ennemi redoutable, auquel la construction des chemins de fer va permettre, dans quelques années, d'aller chercher des recrues et de les amener aux portes de la Silésie*».

M. Guérault en a trop dit; il s'est trahi lui-même. Les conseils qu'il donne avec tant de sollicitude à la

Prusse pour sa sécurité sont vrais aussi pour la nôtre. Les grandes puissances ont besoin, dans l'état actuel d'antagonisme où en est encore l'Europe, d'être séparées par de petits États neutres, indépendants, qui soient pour ainsi dire des murs mitoyens. Entre nous et l'Angleterre, le bras de mer de la Manche remplit cet office; entre l'Italie et nous, il n'y a désormais plus rien que les Alpes, que le percement du mont Cenis et l'organisation militaire du royaume italien unifié vont rendre de plus en plus insuffisantes. Au nord et à l'est, la Confédération helvétique et la Belgique nous protègent par leur neutralité et sont pour la France ce que serait la Pologne pour la Prusse.

La Belgique et la Suisse interposées entre nos frontières et l'Allemagne peuvent d'autant plus amortir les dangers dont nous serions menacés que toutes les puissances de l'occident sont intéressées à leur existence, et qu'elles auraient à demander raison à celle d'entre elles qui oserait en violer les territoires.

Tout ce que la France pourrait désirer, c'est que le Luxembourg, la Prusse rhénane et les provinces transalpines devinssent des États indépendants et neutres, qui garantiraient ses frontières et lui assureraient cette tranquillité que la mer donne à la Grande-Bretagne. Ce ne serait pas une prétention arbitraire; la force des choses, les besoins de l'équilibre et de la sécurité nationale en font une loi.

Mais si la France, comme le lui conseille M. Guérault, s'étendait jusqu'au Rhin, elle ne serait plus séparée que par un fleuve de cette puissance redoutable et envahissante qui, servie par les forces de la Confédération du Nord, pourrait, avec ses chemins de fer, aller chercher des recrues et les amener aux portes de la France.

M. Guérault le sait; néanmoins il propose - non pas à la France de s'emparer des provinces rhénanes mais à la Prusse de nous les céder. Une pareille démarche de la part de la Prusse, outre qu'elle serait inique et spoliatrice, ne serait pas une concession pour nous, ce serait au contraire une menace. Le militarisme étoufferait l'idée démocratique; nos frontières seraient ouvertes aux canons de Kœniggrätz et de Sadowa et, dans le cas où la Prusse songerait à réaliser de nouveau les prétentions du manifeste de Brunswick, rien ne s'opposerait plus à la marche de ses armées et en huit jours, les voies ferrées et le fusil à aiguille aidant, les soldats prussiens seraient à Paris.

Est-ce là ce que veut M. Guérault, plus dévoué à M. Bismark qu'à son pays? Après avoir conseillé au pouvoir de sacrifier les enfants et l'argent de la France à l'ambition dynastique des rois Guillaume et Victor-Emmanuel, il veut perfidement persuader à l'opinion publique quelle doit exiger une annexion qui, en violant les traités, satisferaient moins encore une vanité chauvine qu'elle ne mettrait la patrie en danger.

Nous ne laisserons pas passer sans protestation, ces machinations qui rappellent et recommencent l'œuvre de Dumouriez et par lesquelles M. Guérault, après avoir trahi la démocratie, livre à l'étranger nos frontières et lui ouvre la France.

Pierre DENIS.
